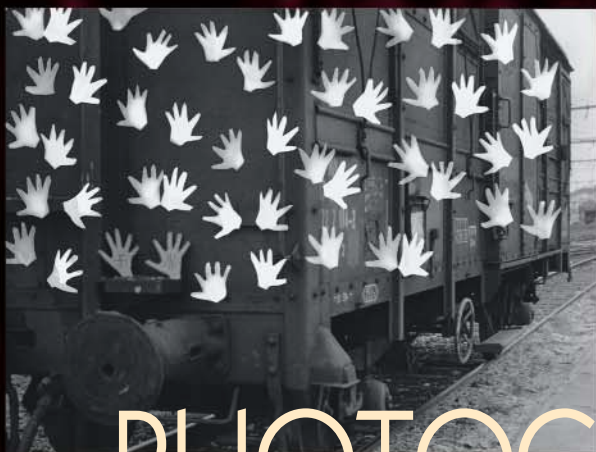


LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 35 – décembre 2003 - 4,50 €



CONCOURS
2003 de
la meilleure

PHOTOGRAPHIE
d'un lieu de mémoire



Inauguration du monument à la Mémoire des fusillés du Mont-Valérien

Le 20 septembre dernier, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin accompagné du secrétaire d'état aux anciens combattants et victimes de guerre M. Hamlaoui Mékachera, a inauguré le monument en hommage aux fusillés du Mont-Valérien, érigé face à la chapelle désaffectée où la plupart des condamnés vécurent leur derniers instants avant d'être conduits dans la clairière située en contrebas lieu de leur exécution.

sonnalités civiles et militaires, des présidents d'associations, de membres de familles de fusillés, le Premier ministre et sa suite se recueillirent dans la chapelle, puis le cortège gagna la clairière des fusillés où trois allocutions furent prononcées. Tout d'abord, Georges Duffau, fils de Joseph Epstein, fusillé le 11 avril 1944, président de l'Association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien et de la région parisienne souligna que l'édification de ce monument « représente



M. Jean-Pierre Raffarin se recueille devant le monument lors de la cérémonie d'inauguration.

À la fin de la cérémonie, les lycéens deux par deux ont entamé la lecture des noms de fusillés, l'un lisant le nom, l'autre ponctuant « Mort pour la France ».

Il évoqua aussi les messages qui se dégagent des dernières lettres des condamnés, écrites quelques heures avant leur exécution.

« À les lire, ils nous paraissent si proches et si semblables. À cette heure ultime, ce qu'ils disent tous, c'est un message d'amour : amour de leurs compagnes, de leurs parents, de leurs enfants ; amour de la France (...). Et, ce qui est plus saisissant encore, chez ces hommes qui vont être exécutés et qui ont connu souffrances et parfois tortures, aucun cri de haine, aucun appel à la vengeance. Mieux encore, souvent ils nous disent leur foi dans un avenir fraternel pour l'humanité et l'Europe de demain.(...). Chez ces hommes là, ni désespoir, ni amertume, mais la conviction que leur vie, souvent si courte, a été belle, parce qu'ils lui ont donné le plus noble sens. »

C'est le Premier ministre qui clôtura cet hommage émouvant par une vibrante allocution. Après avoir remercié la volonté et le rôle de M. Robert Badinter pour l'aboutissement de ce projet, et salué les familles de fusillés et « leur camarades de combat et de Résistance », M. Jean-Pierre Raffarin rappela lui aussi le devoir de Mémoire obligé envers la jeunesse de France afin « qu'elle vienne ici entendre le message de cette jeunesse morte pour la France » et « mesurer le prix de la République, le prix de la démocratie, le prix de l'engagement ». Il cite encore les derniers mots écrits par un jeune condamné : « Il ne faut jamais regretter le passé ». « Il ne faut pas l'oublier non plus », conclua-t-il.

Le *Chant des Partisans*, interprété par le Chœur de l'Armée Française, clôtura cette émouvante cérémonie dans ce haut lieu de la Résistance française. **E.M.**



Alors qu'en France, dans la plupart des lieux commémoratifs, des plaques, stèles ou monuments identifient les combattants et victimes dont on veut perpétuer le souvenir, les fusillés du Mont-Valérien, sur le lieu de leur martyre, sont restés anonymes.

« Rien ne pouvait justifier ce silence », dira dans son discours Robert Badinter, ancien garde des sceaux, sénateur des Hauts-de-Seine, qui fut à l'origine de cet hommage solennel en déposant le 12 juin 1997 une proposition de loi, adoptée à l'unanimité, visant à édifier au Mont-Valérien un monument rendant hommage aux fusillés et portant leurs noms.

Œuvre de l'architecte Pascal Convert, ce monument représente un moule de cloche en bronze de 2,18 mètres de haut et de 2,70 mètres de diamètre. Sur ses flancs sont gravés en relief, classés par ordre chronologique, les noms des mille six fusillés identifiés, leur prénom et la date de leur exécution.

Cependant, comme on ne connaîtra sans doute jamais le nom de toutes les victimes tout en bas de ce monument figure la dédicace suivante : « Aux résistants et aux otages fusillés au Mont-Valérien par les troupes nazies 1941-1944, et à tous ceux qui n'ont pas été identifiés ».

Après avoir dévoilé la cloche en présence des per-

l'hommage de la Nation tout entière à ceux qui donnèrent leur vie pour être fidèles à leur idéal » précisant que cette « reconnaissance va au-delà, à tous ceux qui en région parisienne et dans la France entière suivirent ce même chemin ».

Robert Badinter, à son tour, s'est réjoui de voir enfin se concrétiser à travers ce monument un « devoir de Mémoire » envers « ces héros (...) devenus un long cortège d'ombres anonymes, comme autant de soldats inconnus de la Résistance ». Il souligna qu'un « même idéal, la France et la Liberté, a réuni en ce lieu, en un même tragique destin, des hommes venus d'horizons divers. Combattants des FTP ou de l'Armée Secrète, gaullistes ou communistes, ceux-ci en grand nombre, professeurs ou ouvriers, Français ou étrangers, chrétiens ou juifs, nombreux eux aussi, tous se sont retrouvés là, dans la chapelle désaffectée, avant d'aller à la mort dans cette clairière. Certains portaient des noms à part, d'autres des noms difficiles à prononcer, mais tous étaient devenus des frères de sacrifice. Jamais la devise de la République n'a été plus éclatante qu'en ces moments-là : la *Liberté* était leur cause, l'*Égalité* leur condition, la *Fraternité* leur refuge. Je crois que rien ne témoigne mieux de l'amour de la France et de la République, que cette communauté de destins. »



SOMMAIRE

Mémoire et réflexions

- « Les résistances, miroirs des régimes d'oppression » (Allemagne, Italie, France) Compte rendu du colloque international de Besançon des 24, 25 et 26 septembre 2003p. 4

Hommage

- Le général Jean Simon. L'épopée d'un Français libre (1912-2003)p. 6
- Le colonel Albert Oriol-Maloire (1919-2003), l'instructeur au maquis le plus connu de France s'en est allép. 7
- Jean Teitgen (1913-2003) n'est plus
- Violette Rougier-Lecoq nous a quittés

Résultats de l'enquête de lectorat

- Comment est perçue *La Lettre de la Fondation de la Résistance*? Résultats de l'enquête menée en juin (1^{ère} partie)p. 8

L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistancep. 10
- AERIp. 12

Livres

- Vient de paraître - À lirep. 14

Concours

- Palmarès du concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2003p. 16

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85

Site internet:

www.fondationresistance.org

Courriel: fondresistance@club-internet.fr

Directeur de la publication: Jean Mattéoli,

Président de la Fondation de la Résistance

Directeur délégué de la publication:

François Archambault

Rédacteur en chef: Frantz Malassis

Rédaction: Victor Convert, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Cécile Vast.

Maquette, photogravure et impression:

SEPEG International, Paris XV^e.

Revue trimestrielle – Abonnement pour un an:

16 € – N° 35: 4,50 €

Commission paritaire n° 4124 D73AC – ISSN 1263-5707

LE MOT DU PRÉSIDENT

Le 20 septembre dernier, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin dévoilait le monument en hommage aux fusillés du Mont Valérien situé face à la chapelle où ils étaient enfermés avant d'être conduits à la clairière, lieu de leur exécution.

J'assistais à ce moment solennel et émouvant où la République rendait hommage à tous ces martyrs en présence de nombreux de leurs descendants.

Désormais, grâce à ce monument, œuvre du sculpteur Pascal Convert, les fusillés du Mont-Valérien ne sont plus un nombre abstrait. Ils redeviennent des individus qui sortent de l'anonymat pour mieux frapper notre mémoire collective et individuelle. Chacun de ces fusillés a son histoire, ses motivations, son parcours qui s'achève tragiquement dans cette petite clairière parce qu'il avait voulu rester un homme libre.

Ce que les 1 008 noms inscrits dans le bronze de ce monument nous disent, c'est que la Résistance était multiple, diverse dans ses composantes, mais que pour tous ses membres, le but ultime, à savoir la reconquête de la Liberté, passait aussi par l'acceptation du sacrifice de leurs vies. Ce que ce monument nous dit, c'est que l'espoir a su s'incarner au moment même où tout semblait désespéré. Autant que le visage torturé de Jean Moulin qui n'avait pas parlé, les noms sur cette œuvre sont eux aussi le visage de cette France qui n'a pas renoncé, de la France en résistance !

Enfin, je tiens à saluer la mémoire du général Jean Simon, Chancelier de l'Ordre de la Libération, un de nos membres fondateurs qui siégeait à notre conseil d'administration. S'emparant et détournant un cargo italien arraisonné par la marine nationale, il rejoint le général de Gaulle à Londres, en juin 1940. Engagé dans les Forces françaises libres, il participe à la longue et glorieuse épopée de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère.

Dans ses mémoires *La saga d'un Français Libre*, il écrivait en guise de conclusion que cette exceptionnelle aventure « a été l'honneur de notre vie et la chance de la France (...) Ce n'est pas une histoire d'anciens combattants, car elle n'est pas près de finir. ». Ainsi, marquait-il son profond attachement à la transmission de la Mémoire et aux valeurs de notre combat pour la Liberté qui nous anime quotidiennement ! ●

Au vu de cette nouvelle année, je vous présente à tous mes meilleurs vœux et mes encouragements.

J. Mattéoli

Jean MATTÉOLI

Président de la Fondation de la Résistance



En couverture :
clichés primés lors
du Concours de
la meilleure
photographie d'un
lieu de mémoire
2002-2003 (voir
notre article p. 16).

L'Institut national du patrimoine organise,

du 3 au 5 mars 2004,
une table ronde consacrée aux
musées de la Résistance et de
la Déportation, « Mémoire de
guerre, objet de mémoire »,
ouverte à tous les responsables
de musées dédiés à cette page
de notre histoire.

Renseignements :

Institut national du patrimoine
01 44 41 16 51.

« LES RÉSISTANCES, MIROIRS DES RÉGIMES D'OPPRESSION »

Compte rendu du colloque international de Besançon des 24, 25 et 26 septembre 2003

Organisé à Besançon du 24 au 26 septembre 2003 par le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, l'université de Franche-Comté et l'université de Paris X, avec le concours du ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives), ce colloque, dont les responsables scientifiques ont été François Marcot et Didier Musiedlak, a réuni une trentaine d'historiens, allemands, italiens et français⁽¹⁾. C'est une première en Europe. Avant la publication des actes, nous vous en proposons un compte rendu dans lequel vous pourrez apprécier la richesse des interventions et des débats.

Le colloque, « Les résistances, miroirs des régimes d'oppression (Allemagne, Italie, France) » s'inscrit dans le prolongement du renouvellement méthodologique engagé par la comparaison des régimes totalitaires⁽²⁾. François Marcot a expliqué le choix de cette démarche comparatiste ; il ne s'agit pas seulement d'établir un parallélisme entre les résistances dans les trois pays, et de lister ressemblances et différences, mais, pour les comprendre autrement, de les insérer dans leur contexte politique, social et culturel. Le regard porté sur les « résistances » dans trois pays européens (la France, l'Italie et l'Allemagne) change ici de perspective, et la connaissance du phénomène s'en trouve modifiée.

Pour chacun des trois pays a été précisé le poids d'un certain nombre de paramètres. La durée des régimes, la place des événements (en par-

régimes et les formes de résistances, ainsi que sur les divers comportements de « réactivité » sociale à l'intérieur de ceux-ci. La notion de « miroir » étant proposée comme hypothèse, à la fois dans sa dimension de représentation réciproque entre « résistances » et « régimes d'oppression », que comme produit. Les formes de résistances, leur force ou leur faiblesse, leur légitimité aussi, sont-elles à l'image du régime dans lequel elles se forment ? Quels autres facteurs entrent en jeu ? Au cours de ces trois journées qui ont eu leur propre dynamique deux thèmes, se répondant l'un l'autre, se sont affirmés. Parmi les communications nous avons choisi quelques exemples les illustrant.

● D'abord une étude comparée de la nature des régimes et des formes de répression, insérées dans leur contexte spécifique, a permis d'éclairer en retour les marges de liberté et les possibilités données aux sociétés. Quels ont été ces possibles ? Comment ont-ils été utilisés ?

● Comme en écho s'est peu à peu dégagée une réflexion méthodologique sur la notion de « résistance » : comment définir les résistances dans le champs d'autres comportements ? Comment construisent-elles leur légitimité ?

Formes d'oppression et marges de liberté

Dans un premier temps, le colloque de Besançon a montré que les formes d'oppression, outre qu'elles sont le produit de la nature des régimes politiques, sont également tributaires de la chronologie, de l'introduction de la guerre et de l'occupation, ainsi que du degré d'adhésion des populations.

► Les régimes d'oppression

Revenant sur la formule de Hans Mommsen selon laquelle la résistance en Allemagne a été une « résistance sans ennemi et contre soi-même », Johannes Tuchel s'est interrogé sur les raisons de cette absence de légitimité populaire. Selon lui la répression n'explique pas tout et la faiblesse des formes de résistance traduit l'intégration par la population allemande du nazisme. La terreur nazie n'aurait pu s'exercer

sans le soutien de la population. De même le cours de la guerre, ses destructions, les défaites comme celle de Stalingrad, ne provoquent aucune manifestation de protestation, seulement de la résignation.

Portant le regard sur les ouvriers allemands, Michael Schneider confirme cette résignation tout en apportant une vision nuancée de leur attitude face au régime nazi et face à la guerre. Il est certain que les nazis ont cherché à séduire la classe ouvrière, par l'exaltation du sentiment national et des valeurs auxquelles sont sensibles les ouvriers. Cependant, face à la situation économique, les travailleurs allemands ont développé des stratégies de survie, et se sont repliés sur la sphère privée, se protégeant des pressions exercées. C'est aux frontières de cette adhésion au régime qu'ont pu se développer d'autres comportements.

Pour l'Italie fasciste, Paul Corner a analysé l'état du conditionnement dans lequel se trouve la société, à la fois avant et après le mois de septembre 1943. La longue durée du régime fasciste, ses pratiques et sa rigidité, ont conduit à une véritable dépolitisation de la population. Il faut attendre l'occupation allemande à partir de septembre 1943 pour que s'accélère un processus de re-apprentissage de la politique, à travers des actes de résistance.

De son côté, Lutz Klinkhammer a développé le cas de la République de Salò, en montrant l'ampleur de la répression des forces allemandes après 1943. Un système de collaboration s'est mis en place ainsi qu'un important appareil répressif dirigé contre les résistants, mais aussi contre les populations civiles formant leur environnement. Au cours de cette période (1943-1945), 45 000 Italiens ont été déportés, et les populations ont été victimes de massacres (tels celui des Fosses Ardatines d'avril 1944). Comme Vichy, engagée dans la collaboration et participant pleinement à la répression, la République de Salò perd toute légitimité. Pour la population italienne il ne s'agit plus de dépolitisation ; la répression encourage la résistance. L'occupation et la dimension patriotique rapprochent les résistances française et italienne.

La question de la légitimité des régimes d'oppression — et en regard celle des résistances —



Dès les premiers mois qui suivent l'accession d'Hitler au pouvoir, les premiers camps de concentration sont ouverts en Allemagne pour les opposants. Sur cette photo, des dirigeants sociaux démocrates à leur arrivée au camp d'Oranienburg en août 1933. On aperçoit MM. Magnus, Flesch, Ebert, Heilmann. (coll. ministère de la Défense-SGA/DMPA-DR)

tuel l'entrée en guerre, l'occupation, les libérations), la diversité des espaces (qu'ils soient uniformes comme en Allemagne, divisés comme en France, ou hétéroclites comme en Italie), et les divers degrés de contrôle et de répression des régimes. Les communications ont aussi porté sur l'articulation entre les formes d'oppression des

a été très régulièrement abordée au cours de ce colloque.

Didier Musiedlak a décrit les processus d'affirmation de ces régimes, à la fois par la maîtrise du corps social, et plus particulièrement des élites, et par l'assujettissement des masses. Pour les trois pays, la dictature s'installe dans un cadre légal ; peu à peu, les régimes ont recours à une « légalité falsifiée » et les élites y collaborent. Enfin, la légitimité du régime politique se fonde aussi sur sa capacité à recomposer un corps social en proie à une crise d'identité. Au moment où les événements de la guerre introduisent le doute, c'est à ce problème de la légitimité que les résistances devront répondre en recomposant autrement le tissu social.

Les événements peuvent en effet précipiter les choses, ouvrir le futur et créer des possibles, mais ils ne sont pas seuls à introduire ces ouvertures.

► Les marges de liberté

Quelles sont ces possibilités et ces marges de liberté ? Sont-elles « utilisées » ?

Pour Daniela Münkler les paysans allemands ont bénéficié d'une véritable marge de manœuvre ; les nazis ne sont pas parvenus à mettre au pas des paysans qui n'hésitaient pas à protester contre les mesures agraires (et non contre le système lui-même). Les potentialités de conflit demeurent jusqu'en 1939 et même avec l'introduction de la guerre : ainsi les mesures antisémites sont perçues comme entravant l'économie paysanne, les Juifs étant très présents dans les campagnes en tant que vétérinaires, maquignons ou responsables d'abattoirs.

À l'intérieur de ces espaces de liberté la question du choix devient dès lors centrale ; elle reste toutefois conditionnée par les groupes, les « corps » et les milieux.

Ainsi pour les catholiques, Étienne Fouilloux a expliqué que le degré d'agressivité du régime à leur égard est un facteur aussi important que la culture d'obéissance propre à ce milieu. Les possibilités de résistance ont été anesthésiées par Vichy, alors que les velléités ont été très fortes en Allemagne. En Italie, les compromis entre l'Église et le régime fasciste ont créé une situation intermédiaire. En fait, pour ces catholiques, les choix d'engagement, au-delà de la défense des intérêts confessionnels, ont été dirigés autant contre les régimes en place que contre les hiérarchies ecclésiastiques.

Un peu comme les catholiques, les technocrates

français ont subi la même force de séduction de la part du régime de Vichy, comme l'a expliqué Olivier Dard, rappelant que Vichy constitue la première expérience technocratique d'envergure. L'ouverture a été créée par la conjonction ; les besoins de la résistance autant que les perspectives offertes par le projet Giraud à Alger ont détourné une partie des technocrates « vichyssois » vers la résistance.

Résistances et réactivité sociale

C'est à l'intérieur de ces espaces de « liberté », qu'ils soient inhérents aux régimes ou créés par le contexte, que se sont développés de multiples comportements de « réactivité sociale ».

► Définir les résistances parmi d'autres comportements

L'une des avancées de ce colloque aura été de souligner toute la relativité de la notion de « résistance » selon les pays et les moments. Non pas d'en nier la spécificité mais, en l'insérant dans le champ d'autres comportements, de révéler la diversité des conduites face à des problèmes du temps : Que faire ? Quels choix ?

Pour la France occupée, François Marcot est revenu sur la notion de résistance ; il s'agit d'un engagement dans une action liée à des pratiques de transgression, et portée par des valeurs et des projets. Ce qui la distingue de l'ensemble des autres comportements, qui vont de la « réactivité sociale » (formes d'opposition, conduites de survie — tel est le cas des réfractaires ou des Juifs se cachant et échappant à la légalité en place — désobéissance, insoumission), à la collaboration, en passant par des comportements intermédiaires. Ceux-ci relèvent aussi bien de la résignation, de l'indifférence, de l'adaptation — contrainte, comportements où la question de la survie est centrale. Ces attitudes, enchevêtrées parfois, semblent universelles : ainsi de ces paysans allemands décrits par Daniela Münkler, qui, pour leur propre survie économique, rejettent l'antisémitisme.

Ces attitudes des paysans allemands ne relèvent pas d'actes de résistance proprement dits mais peut-être de ce que Nicolas Werth et Pierre Laborie qualifient de « conduites de nécessité » ou de « stratégies de contournement ».

Enfin les résistances sont également le reflet des sociétés ; les résistants, si tant est qu'ils aient pleinement conscience de leur essence de résistants, n'abandonnent pas leur « *habitus* » social. Pour Jean-Marie Guillon, comme pour François Marcot ou Christine Levisse-Touzé, les résistants se comportent dans la Résistance comme ils le font dans la société. Ce qui suppose de laisser aux historiens le soin de définir qui est résistant et qui ne l'est pas⁽³⁾.

Autre aspect développé au cours de ce colloque, la question de la légitimité. De fait, ce qui distingue fondamentalement les trois pays, c'est la capacité des résistances ou des oppositions à légitimer leur existence.

► Légitimité et mémoire des résistances

Du temps de la clandestinité, l'existence des résis-

tances et leur développement sont profondément liés à leur reconnaissance par les sociétés. Après la guerre, la « Résistance » participe — ou non — aux processus de reconstruction des identités nationales (voire européennes) et le problème de la légitimité se pose davantage en terme d'usages mémoriels.

Pour l'Italie, Gianni Perona a bien montré que la place de la résistance dans la vie des Italiens s'est fondamentalement modifiée à partir de septembre 1943, en particulier pour la partie nord du pays. Alors que la désignation de l'ennemi restait confuse, l'occupation allemande simplifie radicalement la situation. Le fascisme a perdu toute sa légitimité et l'ennemi est facilement identifié : il vient de l'extérieur et la réalité de sa conduite (déportation, représailles et massacres des populations) déplace l'axe de la légitimité vers la résistance. Pour Gianni Perona, il



Après la chute de Mussolini en juillet 1943. L'occupation du nord de l'Italie en septembre 1943 et la création de la République de Salò cristallisent la Résistance italienne. (DR)

est possible de « penser la résistance sans la pratiquer avant 1943, alors qu'à partir de cette date on peut penser l'opposition dans le cadre de la résistance ».

Pour l'Allemagne le problème de la légitimité se pose de façon radicalement opposée ; il s'agit d'une résistance sans ennemi reconnu comme tel par le reste de la société. Johannes Tuchel a rappelé l'impossibilité de la résistance allemande à désigner un ennemi autre que le nazisme, l'ennemi ne vient pas, comme en France ou dans l'Italie d'après 1943, de l'extérieur. La reconnaissance de cette résistance par la population allemande est quasi impossible, puisque résister signifie trahir son peuple et aller à l'encontre des sentiments patriotiques allemands dans un contexte de guerre.

Les résistances sont certes légitimes par leurs fonctions spécifiques, et parce qu'elles répondent aux attentes des sociétés, elles peuvent aussi l'être dans les représentations que s'en font les populations, dans les mémoires et les imaginaires collectifs.

Pour Pierre Laborie c'est une dimension essentielle de la relation entre la population et la Résistance : quelle est la perception par les sociétés du phénomène de la résistance ? Elle est d'abord contrastée, elle évolue dans le temps ; les situations peuvent être fusionnelles, conflictuelles et refléter des incompréhensions réciproques entre

Suite page 13



En France, durant toute l'occupation, les murs parlent. Cette affiche de la Milice française est déchirée et surchargée d'une croix de Lorraine. (DR)

LE GÉNÉRAL JEAN SIMON

L'ÉPOPÉE D'UN FRANÇAIS LIBRE (1912-2003)

Le général Jean Simon, un des premiers officiers à rallier le général de Gaulle et héros avec Pierre Messmer d'une évasion mémorable, est décédé le 28 septembre dernier. Chancelier de l'Ordre de la Libération, membre du jury national du Concours scolaire de la Résistance et de la Déportation, il était l'un de nos membres fondateurs et siégeait à notre conseil d'administration. Dans ses mémoires *La saga d'un Français Libre* (Presse de la Cité, 2000), il écrivait en guise de conclusion que cette exceptionnelle aventure « a été l'honneur de notre vie et la chance de la France (...) Ce n'est pas une histoire d'anciens combattants, car elle n'est pas près de finir. » Nous avons demandé à M. Pierre Messmer, son compagnon d'armes, de retracer la vie du général Jean Simon faite d'engagements et de courage.

l'entrée de Damas, il reçoit une balle en pleine tête qui aurait pu être mortelle ; heureusement, elle ne touche pas le cerveau mais il perd un œil et une oreille interne. Au sortir de l'hôpital, beaucoup auraient accepté une convalescence suivie d'une affectation dans un état-major. Moins de trois mois après sa blessure, Jean Simon rejoint son régiment où il a été promu capitaine et commande la compagnie lourde anti-chars d'un bataillon.

À partir de janvier 1942, il prend une part active à la campagne de Libye, sous les ordres du général Kœnig, à Bir-Hakeim puis à El-Alamein. Il est à nouveau cité deux fois à l'ordre de l'Armée et reçoit la *Military cross* anglaise. Il est présent dans la campagne de Tunisie en 1943 et, au début de 1944, dans la campagne d'Italie : Garigliano, Pontecorvo, Rome, Radicofani.

Promu chef de bataillon, il a la joie en août 1944 de débarquer en Provence, à Cavalaire, participe aux opérations qui amènent la prise de Lyon et à la bataille pour Belfort. Il est à nouveau blessé en Alsace, à Massevaux.

Après la guerre, ayant été neuf fois cité dont sept fois à l'ordre de l'Armée, il est affecté au cabinet du général de Gaulle où il est chargé de suivre les questions concernant ses camarades, anciens de la France libre.

Mais il ne restera pas longtemps dans un bureau. Jeune marié et promu lieutenant-colonel, il part vers l'Indochine où il reçoit le commandement du 3^e régiment étranger d'infanterie stationné à Caobang, dans une région montagneuse à la frontière de la Chine, où le Vietminh est fortement implanté. Il s'illustre dans de durs combats sur la tristement célèbre route coloniale n° 4.

Pour la troisième fois, il est blessé. De retour en France en 1950, il restera jusqu'en 1960 à l'écart des combats, expédition de Suez exceptée : École de guerre, chef du 3^e bureau à l'état-major de l'armée, attaché militaire à Londres.

Promu général de brigade il est affecté en Algérie comme commandant de la 27^e division alpine et de la zone est-algéroise c'est-à-dire la grande Kabylie. Après le putsch pendant lequel sa loyauté reste inébranlable, il commande la 29^e division d'infanterie et la zone Centre-Oranais. Le général de Gaulle le choisit comme conseiller militaire de la délégation française, pendant les discussions qui aboutiront aux accords d'Évian. Jusqu'à son départ du service actif, le 1^{er} mai

1973, il recevra de prestigieuses affectations qu'il exerce simplement, sans vaine gloire : commandant de l'École spéciale militaire de Coëtquidan, commandant le 1^{er} corps d'armée à Nancy, gouverneur militaire de Lyon où il fait face aux manifestations de mai 1968, et, enfin, inspecteur général de l'armée de terre.

En 1973, il est placé par le président Pompidou et moi qui suis alors premier ministre, à la tête du secrétariat général de la Défense nationale où il restera jusqu'en 1977. Membre du conseil de l'Ordre de la Libération depuis 1969, il sera élu par ses pairs chancelier de l'ordre en septembre 1978 et réélu sans interruption jusqu'à son départ, sur sa demande, en 2002.



Décembre 1942, les capitaines Jean Simon et Pierre Messmer devant un canon de 75 à l'entrée du cimetière de Bir-Hakeim.

Le président de la République lui remet alors la médaille militaire, rare et suprême distinction pour un officier général. Dans l'armée, il était le seul à la porter.

Ce guerrier a fait la guerre au service de la France et sans haine, parce qu'il respectait les hommes, même ses ennemis. Ni en Indochine ni en Algérie, il n'a été soupçonné de ces excès qui ont déshonoré leurs auteurs. Son autorité était fondée sur l'exemple qu'il donnait, plus que sur la contrainte. Lorsqu'il accordait son amitié, c'était pour toujours. Les Français libres dont il avait longtemps présidé l'association le savent bien et s'en souviennent avec fierté, émotion et tristesse.

« J'avais un camarade, Un pareil, tu n'auras jamais. » ●

Pierre MESSMER, ancien premier ministre, chancelier de l'Institut de France

Avec l'aimable autorisation du *Figaro*
Mercredi 1^{er} octobre 2003



Jean Simon alors lieutenant de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère en tenue coloniale (1940-1941).

Il est plus facile d'évoquer la mémoire d'un héros mort que d'en parler de son vivant. En 1935, à l'âge de 23 ans, Jean Simon sort de Saint-Cyr dans l'infanterie coloniale, rebaptisée aujourd'hui infanterie de marine. Affecté en Mauritanie, il commande la subdivision de Tichitt où il prend le goût du désert. Rentré en France en 1939, il est désigné en janvier 1940 pour un stage d'observateur en avion, à Tours ; c'est là que je fais sa connaissance. Dès juin 1940, nous décidons d'un commun accord, de rejoindre le général de Gaulle. À Marseille, nous embarquons clandestinement à bord du *Capo Olmo*, cargo italien arraisonné par la marine nationale.

Ce bateau de 8 500 tonnes est chargé d'avions américains en caisses, de cuivre et de blé. C'est Jean Simon avec le commandant Vuillemin plus tard condamné à mort par Vichy qui s'empare du navire sans effusion de sang, le détourne en mer vers Gibraltar d'où nous sommes dirigés sur Liverpool. Ce « coup » d'une audace incroyable et dont on ne connaît pas d'autre exemple pendant la Seconde Guerre mondiale, est aussi une opération fructueuse, puisque la vente de sa cargaison permettra de payer pendant trois mois les militaires de la France libre.

Affecté sur sa demande à la Légion étrangère, il participe dès lors, à la longue et glorieuse épopée de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère. Après l'échec de Dakar, il fait campagne au Gabon jusqu'à la prise de Libreville. Dès le début de 1941, il est en Erythrée où il commande une section de mitrailleuses pendant les batailles de Keren et de Massawa. Il reçoit ses deux premières citations à l'ordre de l'Armée et le général de Gaulle lui remet la croix de la Libération à Quastina, en Palestine.

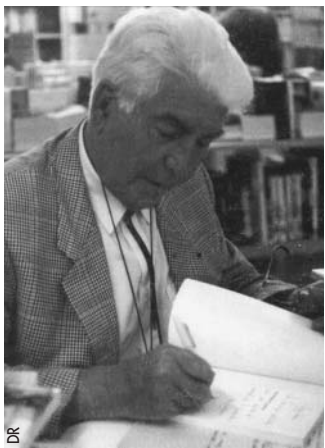
Quelques semaines plus tard, il sera grièvement blessé durant la cruelle campagne de Syrie. À

Le colonel Albert Oriol-Maloire (1919-2003), l'instructeur au maquis le plus connu de France s'en est allé...

Même si vous ne connaissiez pas son nom, vous connaissez au moins son visage puisqu'il est le « personnage central » d'une des photographies les plus célèbres de la Résistance française. C'est en effet lui l'instructeur vêtu d'une veste de cuir, coiffé d'un bérêt de chasseur alpin qui, devant l'objectif, enseigne à un groupe de maquisards le maniement d'une *Sten* qu'il tient entre ses mains⁽¹⁾.

Albert Oriol, disparu le 10 août dernier, est né en 1919. Avant la guerre, il se destine à l'enseignement et devient instituteur. Aspirant de réserve, chef d'un groupe franc en Lorraine pendant la « Drôle de guerre », il est grièvement blessé à la tête de sa patrouille le 10 mai 1940 lors de l'offensive générale allemande.

Démobilisé, il rejoint alors la Résistance à Saint-Étienne puis à Roanne où il anime le groupe « Jeunes de l'Armée secrète ». En mars 1944, ayant échappé grâce à sa future épouse, aux griffes de la *Gestapo* qui démantela son groupe, il entre dans la clandestinité et répond au pseudonyme de Maloire. Il se voit alors confier, par le commandant Marey, la direction du premier maquis de l'Armée Secrète Loire réfugié en Haute-Loire, à Boussoulet dans le massif montagneux du Meygal.



Son expérience militaire lui permet de former rapidement le groupe de jeunes maquisards placés sous ses ordres qui prend le nom de « Groupe Mobile d'Opérations AS 18 juin ». Lors du débarquement de Normandie, ce groupe opérationnel regagne la Loire en vue d'y incorporer d'autres volontaires. Le « GMO AS 18 juin » commence dès lors ses actions armées. Le 5 juillet 1944, il se distingue à Gland (Loire) au cours du premier face à face contre les Allemands dans le département. Ce groupe s'illustrera à Pichillon, Estivareilles, Pont-Romp, Givors (Rhône) et lors de la marche sur Lyon puis sur les Alpes.

Après la guerre, le lieutenant Albert poursuit sa carrière militaire qui le mène en Indochine et en Algérie.

Sa formation de pédagogue et la fidélité à ses camarades le conduisent à écrire de nombreux ouvrages sur l'histoire de la Résistance.

Officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médaille de la Résistance, croix de guerre au titre de la Résistance, de l'Indochine et de l'Algérie, le colonel Albert Oriol-Maloire

était vice-président national de l'ANACR. À toute sa famille, nous présentons nos plus sincères condoléances. ●

Frantz Malassis

(1) cf. l'article qu'il avait rédigé sur l'histoire de cette photographie « La célèbre photographie des maquisards de Boussoulet autour de leur instructeur » paru dans la *Lettre de la Fondation de la Résistance* N°24 de mars 2001.

Jean Teitgen (1913-2003) n'est plus...

Jean Teitgen, grand journaliste parlementaire, ancien rédacteur en chef du « journal parlé » de la Radiodiffusion française, ancien vice-président du conseil municipal de Paris et membre du comité central de la LICRA s'est éteint au mois de juillet dernier.

Né en 1913, engagé très tôt dans la Résistance au sein du mouvement « Résistance » de Jacques Destrée, Jean Teitgen est issu d'une famille qui a lourdement payé son tribut à la Libération de la France⁽¹⁾.

Son père Henri Teitgen (1882-1969) bâtonnier à Nancy est déporté à Buchenwald à plus de 60 ans. Son frère aîné Pierre-Henri (1908-1997) s'évade du dernier train de déportation, parti de Compiègne le 25 août 1944 et deviendra ministre de l'information dans le premier gouvernement provisoire du général de Gaulle qui le fait compagnon de la Libération. Son frère cadet Paul (1919-1991) déporté lui aussi à Buchenwald démissionnera le 24 mars 1957 de son poste de secrétaire général de la préfecture d'Alger pour protester contre l'emploi de la torture en Algérie. Chevalier de la Légion d'honneur, Jean Teitgen était titulaire de la croix du combattant volontaire de la Résistance et de la médaille de la Reconnaissance française. ●

Cet article a été rédigé à partir d'informations fournies par Georges Verpraet que nous remercions vivement.

(1) cf. l'article de Georges Verpraet consacré à Pierre-Henri Teitgen paru dans la *Lettre de la Fondation de la Résistance* N°26 de septembre 2001.

Hommage à Marguerite Henriette et à Marie Brisse, élèves-infirmières mortes pendant les combats de la Libération de la France

Le 9 décembre 2003, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris, un hommage a été rendu à deux élèves-infirmières mortes pendant les combats de la Libération de la France, lors d'une émouvante cérémonie qui s'est tenue dans l'enceinte de l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) où elles faisaient leurs études.

M. Alain Lhostis, adjoint au maire de Paris chargé de la Santé et M^{me} Rose-Marie Van Lerberghe, directrice générale de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, ont dévoilé une plaque solennisant la nouvelle appellation de l'IFSI, qui devient « l'Institut de formation en soins infirmiers - Marguerite Henriette », en souvenir de cette jeune femme qui rejoignit les maquisards du Morvan et soigna leurs blessés avant d'être tuée lors d'un engagement avec une colonne allemande le 10 août 1944.

Par ailleurs, l'amphithéâtre de l'IFSI a reçu la dénomination d'« amphithéâtre Marie Brisse », en souvenir d'une autre jeune élève-infirmière morte le 25 août 1944 pendant l'insurrection parisienne. C'est grâce à la fidélité obstinée d'une de leurs condisciples, M^{me} Prigent, que cette initiative a pu voir le jour. ●

B.L.

Violette Rougier-Lecoq nous a quittés

Membre de la Croix-Rouge, Violette Lecoq se dévoue sans compter durant l'exode et participe à l'évasion de plusieurs prisonniers.

Début 1941, elle rejoint la Résistance et devient agent du réseau « Gloria ».

Arrêtée sur dénonciation en 1942, elle est internée à la prison de la Santé, à Fresnes puis à Romainville d'où elle est déportée. Arrivée à Ravensbrück en octobre 1943, sa connaissance de l'allemand lui permet après quelques mois d'entrer comme infirmière au *Revier*. Elle peut alors réaliser et cacher des dessins sur la réalité quotidienne de ce camp de concentration.

En 1948, elle réunit tous ses croquis dans un album *Ravensbrück. 36 dessins à la plume*.

Durant des années, elle s'emploie notamment par des conférences dans les établissements scolaires parisiens à communiquer aux nouvelles générations le sens des valeurs qu'firent la grandeur de son combat.

Elle est décédée à son domicile parisien le 29 septembre dernier. ●

F.M.



15. — Les valides...

COMMENT EST PERÇUE LA LETTRE DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE ?

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE MENÉE EN JUIN (1^{ÈRE} PARTIE)

Comment nos lecteurs perçoivent-ils La Lettre de la Fondation de la Résistance ? Telle est la question à laquelle tente de répondre l'enquête de lectorat que nous avons entreprise en juin dernier. Dans le numéro 33 de notre revue, nous avons diffusé un questionnaire détaillé visant à mieux connaître les attentes de nos abonnés. Ce questionnaire portait à la fois sur la forme prise par « La Lettre » (maquette, nombre de pages), sur son contenu (clarté des articles, apport d'informations nouvelles sur le sujet, souhait de voir aborder d'autres thèmes) et sur l'intérêt porté par ses lecteurs (lecture intégrale des articles, goût pour cer-

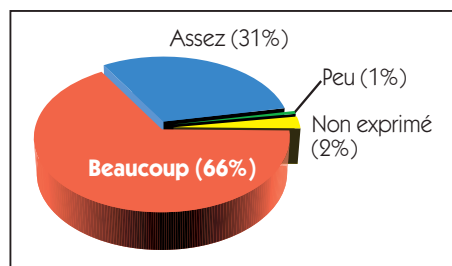
taines rubriques, conservation des numéros).

Dans ce dossier, dont la seconde partie sera publiée dans le prochain numéro de « La Lettre », nous vous présentons une analyse exhaustive des résultats du dépouillement et du traitement de l'ensemble des réponses à cette enquête. Cette étude doit nous permettre de poursuivre l'amélioration de votre revue afin qu'elle réponde au mieux à vos attentes et qu'elle attire de plus en plus de lecteurs.

Vous pouvez consulter l'intégralité du dépouillement de cette enquête sur notre site internet www.fondationresistance.org.

Question 1

La présentation et la mise en page de La Lettre de la Fondation de la Résistance vous plaisent-elles :
Quatre réponses étaient proposées : beaucoup, assez, peu et pas du tout.



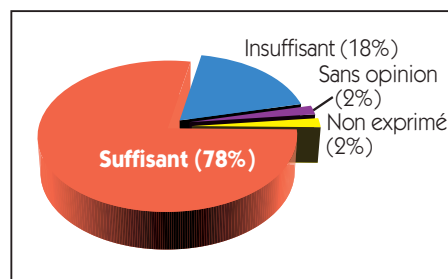
Globalement, la présentation et la mise en page de « La Lettre » sont jugées de façon très positive par 66% des personnes ayant répondu au questionnaire. L'attachement à cette maquette est encore plus marquée chez les présidents et responsables d'associations puisque 72% d'entre eux l'apprécient beaucoup. En revanche, ce jugement est beaucoup plus nuancé chez les lecteurs issus du monde enseignant puisque ce taux descend pour cette catégorie à 45%.

Certaines faiblesses sont relevées : l'emploi de caractères d'imprimerie trop petits, une impression globale de densité, les trames de couleurs des encadrés qui ne plaisent pas toujours et qui gênent parfois la lecture.

Question 2

Le nombre de pages dans La Lettre de la Fondation de la Résistance vous paraît-il :
Trois réponses étaient proposées : suffisant, insuffisant, sans opinion.

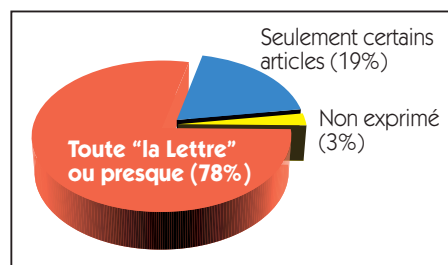
Seules 18% des personnes ayant répondu à



cette enquête souhaiteraient que leur revue comporte plus de pages. Ce taux est plus élevé chez les 41-60 ans et les 61-75 ans puisqu'il représente respectivement 29% et 22% des réponses de ces deux tranches d'âge.

Question 3

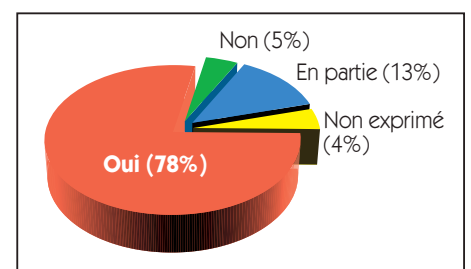
D'habitude, diriez-vous que vous lisez...
Deux réponses étaient proposées : toute La Lettre ou presque, seulement certains articles.



De cette question, il ressort que La Lettre de la Fondation de la Résistance est lue puisque près de quatre destinataires sur cinq disent la lire entièrement ou presque. Cette proportion est plus élevée chez deux catégories de lecteurs : les présidents ou responsables d'associations et le monde enseignant. Cependant, elle s'inverse chez les 20-40 ans dont près de 73% avouent ne lire que quelques articles.

Question 4

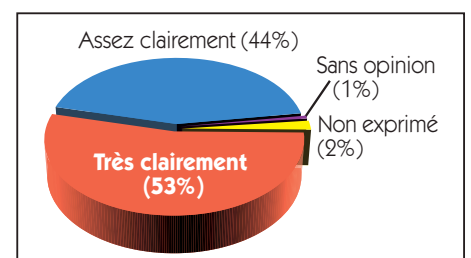
Conservez-vous La Lettre de la Fondation de la Résistance ?
Trois réponses étaient proposées : oui, non, en partie.

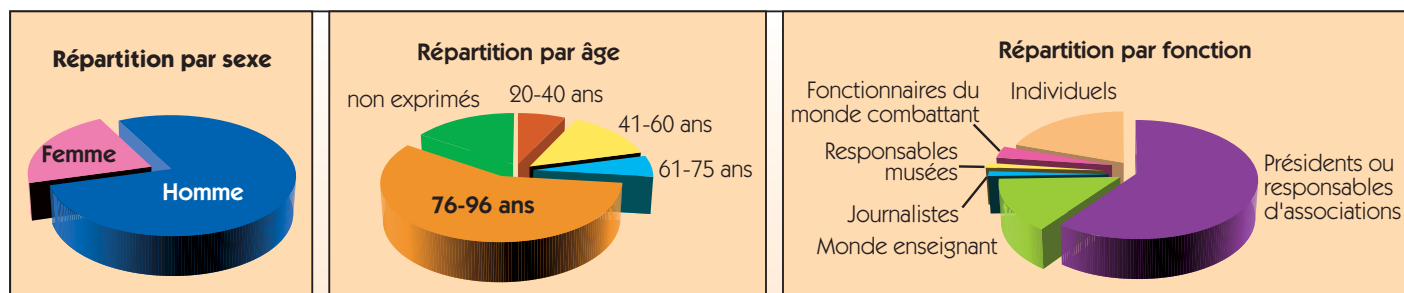


78% des lecteurs qui ont pris part à cette enquête conservent leur revue ce qui traduit un très fort intérêt pour le contenu de l'information diffusée. Précisons que parmi les personnes (5%) qui ne gardent pas « La Lettre » certaines la donnent à un(e) ami(e) qui partage les mêmes centres d'intérêt.

Question 5

Diriez-vous que les articles de La Lettre de la Fondation de la Résistance sont rédigés :
Cinq réponses étaient possibles : très clairement, assez clairement, peu clairement, pas du tout clairement, sans opinion.





Qui a répondu au questionnaire ?

Sur les 1655 questionnaires adressés à nos abonnés nous avons réceptionné 153 réponses, soit un taux proche de 10 %.

Le fort taux de participation à cette enquête, en l'absence de tout moyen permettant d'en faciliter l'efficacité (enveloppe pré-imprimée et pré-affranchie), reflète à lui seul un fort attachement de nos lecteurs à leur revue.

Ce sont majoritairement des hommes qui ont répondu à notre enquête avec un peu

plus 78% du total des questionnaires reçus. La tranche d'âge 76-96 ans est fortement représentée avec plus 57% des réponses exprimées. La tranche d'âge des 20-40 ans totalise quant à elle 7% des réponses exprimées, celle des 41-60 ans près de 14%, celle des 61-75 ans près de 6% tandis que 16% des personnes ayant participé à cette enquête n'ont pas répondu à ce critère.

Par ailleurs, il faut noter la très forte participation à cette enquête des présidents ou de

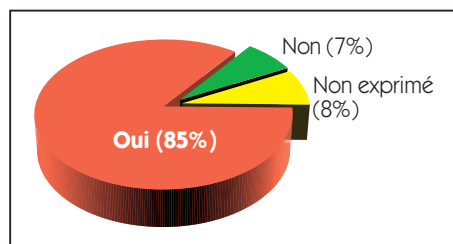
responsables d'associations qui totalisent 60% des réponses. Le monde enseignant (professeurs de collège et de lycée, proviseurs, documentalistes, responsables de Centre départemental de documentation pédagogique) représente quant à lui 14% des réponses exprimées, les journalistes et les responsables de musées un peu plus de 1% chacun, les fonctionnaires du monde combattant 3% et les individuels (personne n'appartenant à aucune des catégories précitées) 20%.

Sur la clarté des articles de « *La Lettre* », 53% des abonnés estiment qu'ils sont rédigés clairement, 44% assez clairement. Encore une fois, on constate une nette disparité si l'on se place au niveau des différentes catégories de lecteurs. En effet, 77% des lecteurs issus du monde enseignant trouvent les articles très clairs contre 51% pour les présidents d'association et 40% pour les fonctionnaires du monde combattant.

Question 6

Par rapport aux informations que vous pouvez obtenir sur l'histoire de la Résistance et l'actualité de la Mémoire, ces articles vous apportent-ils des informations nouvelles?

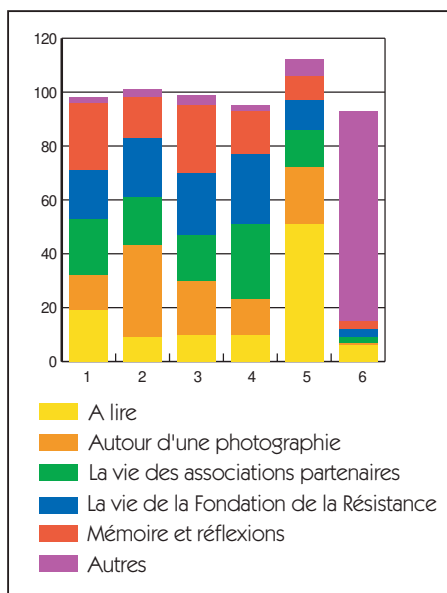
Deux réponses pouvaient être choisies: oui, non.



85 % des lecteurs déclarent trouver des informations nouvelles par rapport à d'autres sources consultées. Ce taux de satisfaction s'élève à 95% pour les lecteurs issus du monde enseignant et il atteint même 100% pour la plupart des tranches d'âge et chez les fonctionnaires du monde combattant.

Question 7

Si oui quelles sont les rubriques qui vous intéressent le plus (classez-les par ordre décroissant d'intérêt de 1 à 6)



En termes d'intérêt pour les différentes rubriques, les lecteurs plébiscitent les articles de contenu historique « Mémoire et réflexions », « autour d'une photographie ». « Mémoire et réflexions » totalise 25% des réponses du premier rang et du troisième rang tandis que la rubrique « autour d'une photographie » rassemble 34% des réponses du deuxième rang.

Les lecteurs portent également une attention particulière aux rubriques « la vie de la Fondation de la Résistance » et « la vie des associations partenaires ». Ces deux rubriques remportant 22% de réponses respectivement au premier et au second rang.

La rubrique « À lire » connaît un moindre succès puisqu'elle n'arrive à dégager un taux de réponse important qu'au cinquième rang.

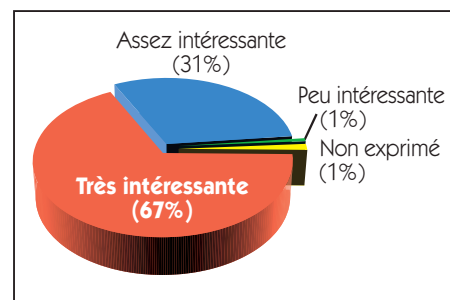
De cette question, il se dégage deux lectorats bien caractérisés aux intérêts et aux attentes différentes. D'une part, un lectorat à caractère associatif, composé essentiellement d'anciens

résistants et déportés, qui exprime son attachement au contenu associatif du bulletin, à sa fonction de liaison et à la transmission de leur mémoire et de leur expérience. D'autre part, un lectorat composé de documentalistes, enseignants, conservateurs de musée, fonctionnaires du monde combattant qui attend de « *La Lettre* » d'autres contenus, plus proches de leurs fonctions ou centres d'intérêts : des contenus pédagogiques et documentaires, des contenus scientifiques, de la vulgarisation historique (faire connaître l'état de la recherche universitaire portant sur la Résistance, et plus généralement la Seconde Guerre mondiale).

Question 8

Tout compte fait, diriez-vous que de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* est :

Cinq réponses étaient possibles : très intéressante, assez intéressante, peu intéressante, pas du tout intéressante, sans opinion.



En termes d'intérêt global pour la revue, les abonnés participant à ce sondage jugent très positivement *La Lettre de la Fondation de la Résistance*. (67% très intéressante et 31% assez intéressante).

Dossier réalisé par Frantz Malassis et Cécile Vast

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

« L'AUBERGE ESPAGNOLE EST TOUJOURS DEBOUT... »

Le titre ci-dessus aurait pu être un des multiples messages mystérieux, prometteurs et poétiques, même s'il ne vient pas de Paul Verlaine, émis par les Français de Londres vers ceux de l'ombre...

La Résistance n'a-t-elle pas toujours été une sorte d'« auberge » où l'on trouvait ce qu'on apportait, notamment de la générosité, du désintéressement, de la solidarité, de l'imagination et de l'espoir ?

Deux cassettes audiovisuelles réalisées par « MER » sont à votre disposition pour vos réunions éducatives et civiques, l'une avec les filles et fils de résistants tués, l'autre avec les grands témoins de la République résistante, il y a 60 ans. Les résistants méconnus (parfois d'eux-mêmes !) ou oubliés, voire disparus à jamais, constituent une armée des ténèbres que les meilleurs statisticiens n'auront jamais fini de décompter. Nous traiterons en détail, dans les prochaines publications et sur les sites Internet de la Fon-

dation de la Résistance et de « MER », de notre magnifique colloque du 14 novembre à Montparnasse : sept de nos amis y ont évoqué, avec talent et émotion un ou deux de leurs proches qu'il s'agisse de **M^{me} Jeanne Boucourechliev-Bayet**, de **M^{me} Odile de Vasselot**, de **M. François-René Christiani-Fassin**, du **professeur Laurent Douzou**, du **commandant François Fouré**, du **professeur Roger Lhombreaud** ou de **M. Louis Mexandeau**. Deux lycées étaient brillamment représentés : Jean Moulin du 14^e et Paul Bert de Malakoff.

D'ici là, nous aurons entendu aussi sept experts à l'Assemblée nationale, grâce à l'hospitalité du président Jean-Louis Debré, sur la Résistance de l'Esprit, le jeudi 18 décembre matin : **M^{mes} Renée Bedarida, Anne Grynberg et Christine Levisse-Touzé**, **MM. Jean-Marie de Beaucorps, Claude Ducreux, Laurent Theis et Jean-Pierre Vernant**. Les places sont limitées et il faut s'inscrire par écrit à « MER ».

Le vendredi 30 janvier après-midi, à la Sorbonne, le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation, les Français libres, sera également évoqué par sept témoins (nombre d'or ?) qui ont vécu la Résistance à Londres, à Alger et sur d'autres terrains de combats. Les quatre Fondations parraineront ensemble cette opération pédagogique annuelle, celles de la Résistance, de la Mémoire de la Déportation, du général de Gaulle et de la France Libre. Quatre historiens contribueront à cet après-midi annuel inventé par « MER ».

Par ailleurs, en Loir-et-Cher ou en Côte-d'Or, nos initiatives se pérennisent, du cinéma à l'héritage social. Les vents de l'histoire n'ont pas arraché le toit ni les fondements de notre « auberge espagnole » où il fait bon vivre ! ●

*François Archambault,
Secrétaire général de la Fondation
de la Résistance, Président de « MER »*

Le 4^e festival départemental du film sur la Résistance organisé par « MER » Loir-et-Cher

Le cinéma de ceux et celles qui ont su dire non

En ce 18 novembre pluvieux, un grand nombre de lycéens et autres curieux se pressent à l'entrée du cinéma Le Ronsard de la ville de Vendôme, dans le Loir-et-Cher. Jean-Philippe Desmoulières, professeur d'histoire-géographie et président de « MER Loir-et-Cher », y organise la deuxième journée du 4^e festival départemental du film sur la Résistance (du 17 au 21 novembre 2003, à Vendôme, Blois et Romorantin). Après *L'Affiche rouge* de Frank Cassenti, prix Jean Vigo 1976, projeté le soir précédent, les Vendomois vont découvrir ou redécouvrir

Païsa, œuvre de Roberto Rossellini. Le film, tourné juste à la fin de la guerre connut un succès immédiat en France, à sa sortie, en 1946. Six épisodes en noir et blanc retracent la Libération de l'Italie par les Américains depuis la Sicile jusqu'au Delta du Pô en passant par Naples, Rome, Florence, et la campagne romagne, de l'été 43 à l'hiver 44. Rossellini dresse le tableau d'une Italie populaire accueillant les Alliés, partagée entre méfiance, enthousiasme et reconnaissance. C'est le choc de deux mondes que met en lumière le réalisateur. Avec une simplicité éton-

nante et une violence maîtrisée, Rossellini nous entraîne dans un univers où cohabitent courage et misère humaine. Les acteurs, pour la plupart non professionnels, ont été choisis parmi les habitants vivant près des lieux de tournage. Il en résulte une vérité crue qui finit de faire de *Païsa* un témoignage poignant.

Tête de file du mouvement néo-réaliste, Roberto Rossellini ne cherche pas à interpréter l'Histoire mais à produire une vision globale des événements, sans préjugés : « Si vous avez une idée préconçue, dit-il, vous faites la démonstration d'une thèse. C'est la violation de la vérité. »

Après la projection du film, les spectateurs ont pu poser leurs questions à M. Tourrette, ancien résistant et déporté au camp de Neuengamme. Dans un silence respectueux, les lycéens ont écouté avec beaucoup d'émotion l'histoire de M. Tourrette, contée avec pudeur. Quand une lycéenne lui demande comment s'est passé son retour à la « vie normale », il répond avec modestie : « Vous savez, quand je suis rentré des camps, mes parents étaient tellement heureux... Ils avaient déjà perdu un fils, fusillé par les Allemands et un autre était prisonnier. Je n'ai pas voulu leur faire de la peine. Alors je n'ai rien raconté. »

Un autre moment fort du débat intervient lorsque ce charmant monsieur de 82 ans, dont la simplicité et le sens de l'humour ont su toucher l'auditoire, a rappelé à chacun ses devoirs de citoyen, insistant à plusieurs reprises sur la nécessité de pardonner mais aussi de voter pour éviter que de telles atrocités se reproduisent. ●

Marie Delaleu

Calendrier des prochaines manifestations de MER

► **La Résistance de l'esprit** est le grand débat d'automne de « MER » le **jeudi 18 décembre 2003 matin à l'Assemblée nationale** avec de hautes personnalités spécialistes des grandes confessions et philosophies de la Résistance, sous la présidence de M. Jean-Louis Debré.

► **Après-midi de présentation du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation**, avec plusieurs grands témoins et historiens, le **vendredi 30 janvier 2004 à 14 heures à la Sorbonne**.

► **Soirées thématiques « une soirée, un auteur »** organisées par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris) **avec le soutien de l'association « MER »**.

Entrée libre et uniquement sur réservation au 01 40 64 39 44. Les conférences débutent à 18 heures.

● Jeudi 8 janvier 2004 **Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC**
Les évadés d'Allemagne par l'URSS (à paraître en 2004).

● Jeudi 5 février 2004 **Robert BELOT** *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Le Seuil 2003.

Le 14 novembre au Mémorial du Maréchal Leclerc - Musée Jean Moulin, sept orateurs ont évoqué, avec talent et émotion l'engagement et le parcours d'un ou deux de leurs proches, résistants souvent méconnus ou oubliés.

1 - M. Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon.

2 - De gauche à droite : M^{me} Odile de Vasselot, Roger Lhombreaud, M. François Fouré, M. le professeur Laurent Douzou, M. François-René Christiani-Fassin, M^{me} Jeanne Boucourechliev-Bayet.

3 et 4 - Une assistance nombreuse, parmi laquelle les lycéens étaient largement représentés.

Photos : Marc Fineltin



La rencontre ONAC-Fondation de la Résistance-MER L'annonce d'un programme d'action 2004 prometteur!

Dans le cadre de la convention sur la coopération départementale signée en novembre 2002 entre l'Office national des anciens combattants et la Fondation de la Résistance, M. Guy Collet, nouveau directeur général de l'ONAC, a accueilli, le 7 novembre 2003 à l'Hôtel des Invalides, les directeurs départementaux, les dirigeants nationaux et quelques délégués départementaux de «MER» ainsi que les permanents de la Fondation de la Résistance. Cette grande réunion fut l'occasion de dresser un premier bilan des actions réalisées et des projets dans trois départements pilotes – la Côte-d'Or, l'Indre-et-Loire, le Tarn-et-Garonne – et de présenter l'activité des départements nouvellement désignés – la Haute-Garonne, le Loir-et-Cher, la Saône-et-Loire et le Vaucluse. La Côte-d'Or présente une coopération offrant d'excellents résultats, sous l'impulsion de M^{me} Jeannine Calba, administratrice et déléguée pour la Bourgogne de «MER», de Brigitte Tardivon, directrice départementale de l'ONAC, et Sébastien Dumont, assistant-mémoire, notamment grâce au Récital de Poésie et au colloque sur l'héritage social de la Résistance. En Indre-et-Loire, plusieurs actions sont prévues pour l'année à venir, comme l'ont souligné Jack Vivier, représentant «MER» et Georges Pruvost, directeur de l'ONAC. En Haute-Garonne, plusieurs réunions informelles ont permis de mettre en lumière les grandes lignes des actions à mener. Le directeur départe-

mental de l'ONAC, Serge Marty et la déléguée «MER», Juliette Cathala, se félicitent des excellents liens d'ores et déjà établis.

L'absence, pour raison professionnelle de Jean-Philippe Desmoulières, administrateur et délégué «MER» pour le Loir-et-Cher, n'a pas compromis la présentation, par Aude Valéry-Aurus, directrice de l'ONAC, des opérations entreprises et des contacts entretenus entre les deux organismes, notamment dans le domaine cinématographique.

Les représentants du Vaucluse, Patrick Anne, directeur de l'ONAC et le colonel Morin pour «MER» ont pu faire connaissance lors de cette réunion et ont prévu une prise de contact rapide. Cet après-midi fructueux laisse augurer, pour l'année 2004, une activité de Mémoire dense et variée pour l'ensemble de ces départements, mais aussi pour ceux en cours d'organisation, par exemple les Côtes-d'Armor, la Loire ou l'Orne. ●

Marie Delaleu

108 311 pages du site MER visitées!

Notre site memoresist.org contient l'agenda des événements auxquels MER participe et des informations générales sur notre activité. Il recense en outre les 2 768 travaux universitaires sur la période 1939-1945 répertoriés à ce jour. 4 945 visiteurs au cours des six derniers mois ont consultés 108 311 pages.

Première remise du Prix Fichet-Simon

Après l'érection de deux statues identiques, l'une à Paris, à la Cité universitaire, l'autre dans les jardins de l'université de Mayence, on aurait pu croire achevée la tâche du Comité Fichet-Simon, dont fait partie «Mémoire et Espoirs de la Résistance». Il n'en est rien. Ce Comité a décidé de décerner un prix annuel, en euros, couvrant un travail de recherche sur la Résistance, tant française qu'allemande. Pour la première fois donc, le prix Fichet-Simon a été attribué à l'historien allemand Bernhard Strebel pour son ouvrage de 500 pages sur le camp de femmes de Ravensbrück. Le prix lui a été remis par l'ambassadeur Morizet, dans les salons de l'Institut historique allemand à Paris, en présence d'un large auditoire, y compris des survivantes du camp.

Jean-Pierre Renouard

Adhésion

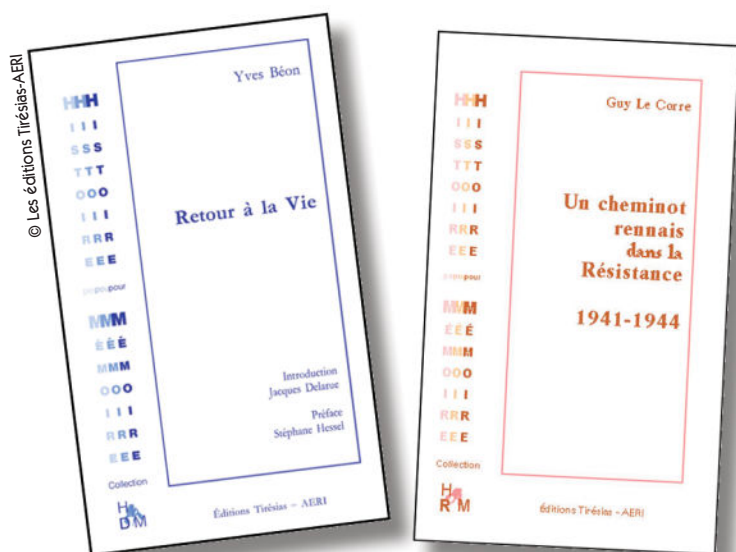
Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à «Mémoire et Espoirs de la Résistance»!

- Cotisation 15 € (+ 6 € pour «Résistance et Avenir»). Chèque à libeller à «Mémoire et Espoirs de la Résistance», Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- e-mail : memoresist-mer@club-internet.fr
- Site internet : www.memoresist.org
- Informations complémentaires sur les sites internet : www.charles-de-gaulle.org www.fondationresistance.org

Association pour des Études sur la Résistance Intérieure (AERI)

L'AERI DIVERSIFIE SES PUBLICATIONS

À côté des CD-ROMs dans les départements dont les deux premiers sont parus cet été, l'AERI propose désormais d'autres publications. Ainsi, un film documentaire, un disque et des livres de témoignages dans la collection « Histoire pour Mémoire » sont d'ores et déjà disponibles.



Le lancement de la collection « Histoire pour Mémoire »

Le principe retenu dans la collection « Histoire pour Mémoire », créée par les éditions Tirésias et l'AERI, est la publication de courts textes, dans un petit format, faisant appel spécifiquement aux témoignages de résistants et de déportés. Il pourra s'agir de rééditions de textes publiés à l'époque et ayant une valeur de témoignages. L'intérêt de notre démarche est de trouver des résistantes et résistants peu connus du grand public mais toujours intéressants par leur vécu.

Cette collection générique « Histoire pour Mémoire » se décline autour de trois thèmes : « Histoire pour Mémoire **Déportation** », « Histoire pour Mémoire **Résistance** », « Histoire pour Mémoire **Jeunesse** ».

Les deux premiers ouvrages de cette collection⁽¹⁾ sont déjà parus :

► **Retour à la vie** d'Yves Béon, préfacé par Stéphane Hessel et présenté par Jacques Delarue.

Yves Béon raconte la libération des camps et décrit le retour terrible dans la normalité d'une France libérée depuis plusieurs mois : ces revenus, ces revenants, dont on ne savait que faire ni dire. Le retour vers l'humanité, après avoir vécu au quotidien l'innommable, l'indicible.

► **Un cheminot rennais dans la Résistance, 1941-1944** de Guy Le Corre.

Guy Le Corre a fait partie du réseau Manicule. Il explique son engagement, sa résistance de cheminot breton au quotidien. Ces pages, dans un style sobre, nous permettent d'approcher ce quotidien si peu connu qui fit pourtant les pages les plus glorieuses de la Résistance.

Début 2004, deux autres livres compléteront cette collection :

► **Ailleurs demain**, de Louis Rivière qui très jeune entra en Résistance et fut déporté à Sachsenhausen et au camp d'Heinkel. Il nous amène à prendre conscience de son engagement politique, de son choix d'adhérer au Parti communiste. Il nous fait le plaisir d'évoquer les souvenirs d'adolescence avec Guy Môquet, son arrestation, la dénonciation, le comportement de certains, l'honneur d'autres. Livre dans un style évocateur fort où l'imaginaire tient une grande place.

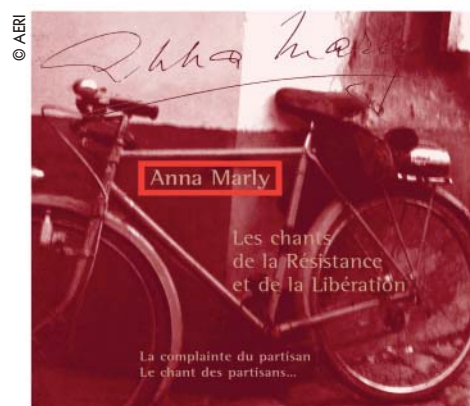
► **Journal d'un résistant (titre provisoire)**, de Roger Coutarel.

Homme du Sud, des Cévennes, protestant, et actuellement président de la FNDIRP. Nous avons peu de récits de Résistance sur la région de Tence, Chambon-sur-Lignon... Nous voyons au jour le jour l'engagement d'un jeune homme mais aussi de ses frères dans la Résistance. En quelques pages, il nous parle de ses origines, de sa mère, de son père qui perdra son poste pour raisons syndicales aux chemins de fer et le retrouvera grabataire et

très malade après le Front populaire. Ce récit d'une forte émotion nous parle simplement mais avec vérité de l'engagement des jeunes dès 1940.

► Deux livres pour la jeunesse suivront : **Bleuette de Rainer** (Madeleine Riffaud) et **Comme une grande fête** de Max Rainat, tous deux illustrés par Jeanne Puchol. Ces deux textes ont été écrits par des jeunes gens juste en 1945, « à chaud », dans un style très vivant. Madeleine Riffaud présentera pour les lecteurs ces ouvrages.

Femmes résistantes : elles sortent de l'ombre



Autour du disque des *Chants de la Résistance et de la Libération*⁽²⁾ d'Anna Marly et du film documentaire de Rolande Trempe *Résistantes, de l'ombre à la lumière - La représentation de l'action des femmes dans la Résistance*⁽³⁾, l'AERI a organisé, lundi 24 novembre 2003, dans l'auditorium Austerlitz du Musée de l'Armée (Paris) un débat⁽⁴⁾ sur l'apport de la Résistance dans la vie sociale, économique et politique des femmes, tout en notant l'évolution très lente des mentalités, même parmi les femmes résistantes.

Les femmes ont longtemps été oubliées dans la célébration de la Résistance : elles ont joué un rôle essentiel bien que longtemps occulté, à la fois dans les réseaux de renseignement, dans les mouvements de Résistance, dans les maquis, dans l'armée reconstituée et dans les difficultés de la vie quotidienne...

Après la Libération, la majorité des femmes reprennent le rôle et la place dans lesquels la

L'AERI à la «25^e heure du livre 2003»

À l'occasion de la «25^e heure du livre 2003», les 11 et 12 octobre 2003, l'Association pour les Études sur la Résistance Intérieure Sarthoise, à l'initiative de Jacques Chesnier, chef de projet du CD-ROM sur la Résistance dans la Sarthe a mis en place un stand sur la Résistance, grâce à la mairie du Mans. Deux wagons pour les exposants avaient été retenus dans le TGV de Paris pour Le Mans et le voyage fut très gai.

Outre l'AERI et l'AERIS, ont participé la DMPA, les éditions Tirésias et Lucie Aubrac, Lise London, Blanche Pineau, Brigitte Friang, Jacques Delarue, Marc-Olivier Baruch...

De nombreux lecteurs sarthois ont pu découvrir les CD-ROMs et les ouvrages de l'AERI et obtenir des dédicaces.

En raison du succès, une nouvelle opération autour de la Résistance est prévue en 2004.



société française les maintenait jusque-là. Souvent, les femmes elles-mêmes, ne se définissent pas comme résistantes, estimant que leur attitude allait de soi.

Avec la reconnaissance du droit de vote des femmes et de représentation dans les corps élus, la femme élue et élue va peser sur la vie du pays. Une nouvelle lutte va donc s'ouvrir pour les femmes sur le plan politique, mais aussi dans le domaine économique et social.



Histoire en Mémoire: la campagne de réalisation de CD-ROMs se poursuit

Après l'édition des CD-ROMs sur la Résistance dans l'Oise et en Corse⁽⁵⁾, parus l'été dernier, les projets de l'Ardèche et l'Yonne sont actuellement en cours de relecture: l'AERI contrôle la typographie et la cohérence éditoriale, les sources, vérifie la qualité et le cadrage des photos, les liens... permettant ainsi une meilleure lecture et approche historique du CD-ROM.

L'équipe ardéchoise a intégré de nombreux documents d'archives de bonne qualité (articles de journaux d'époque notamment), la production du CD-ROM est l'occasion de présenter cette riche collection. Le CD-ROM

de l'Yonne compte plus de 1 200 fiches dont les thèmes sont parfois très originaux (tels la chasse sous l'Occupation...).

La sortie du CD-ROM sur la Résistance en Haute-Savoie est programmée pour le printemps 2004, ensuite viendront les CD-ROMs concernant l'histoire de la Résistance dans les trois départements de Basse Normandie, puis celui sur la Résistance en Ile-de-France. Après un long travail de recherches historiques et de rédaction, les commémorations du soixantième anniversaire du débarquement en Normandie du 6 juin 1944, et de la libération de Paris, le 25 août 1944, sont l'occasion de la parution de ces CD-ROMs. ●

- (1) Ces ouvrages sont disponibles au prix de 10 €, auprès de l'AERI ou des éditions Tirésias.
- (2) Disque disponible auprès de l'AERI, au prix de 10 € + frais d'envoi.
- (3) Cassette vidéo disponible auprès de l'AERI, au prix de 15 € + frais d'envoi.
- (4) Débat animé par Florence Montreynaud, historienne, réunissant de nombreuses femmes résistantes, dont Rolande Trempey, Françoise Seligmann, Hélène Viannay...
- (5) Il est possible de se procurer les CD-ROMs auprès de l'AERI: coût unitaire de 20 € + frais d'envoi de 4 €.

Renseignements

AERI (association loi 1901 d'intérêt général)
Association pour des Études sur la
Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation
de la Résistance

● Siège social et bureaux:

16-18 place Duplex 75015 Paris

● Tél.: 01 45 66 62 72

● Fax: 01 45 67 64 24

● Email: contact@aeri-resistance.com

● Site internet: www.aeri-resistance.com

Résistance et population (ainsi du rapport entre maquisards et populations environnantes). La Résistance peut être perçue comme un événement lorsqu'elle entre dans la vie des populations et qu'elle en modifie le cours et le sens; elle existe à travers son absence ou sa présence, sa proximité ou son éloignement; elle est alors pleinement vécue comme événement. Et avec cet événement, en même temps, selon les modes de présence et d'absence, la manière dont les gens la vivent, la Résistance acquiert une dimension mythologique.

Après la Seconde Guerre mondiale la mémoire des résistances suit l'évolution des préoccupations des trois pays et répond à leur reconstruction identitaire; les usages de cette mémoire varient selon les contextes (Guerre froide, guerres coloniales, etc.).

En Allemagne deux mémoires du nazisme se construisent, celle de l'Allemagne de l'Est où la référence à la résistance communiste est surdimensionnée jusque dans les années 1980, et la mémoire de la RFA qui, jusqu'à la fin des années 1960 n'a jamais vraiment reconnu les actes de résistance allemands, comme l'a expliqué Johannes Tuchel.

Enfin, revenant sur la portée politique de la mémoire de la Résistance Pieter Lagrou a réfléchi à la mémoire de la violence, à ses usages, dans le cadre de la réconciliation franco-allemande. Le contexte de la Guerre froide, des guerres coloniales et du rapprochement franco-allemand a orienté la lecture des violences de la Seconde Guerre mondiale (et notamment celles de la *Wehrmacht*) et de la Guerre d'Algérie (la pratique de la torture); l'un et l'autre des deux pays n'ont pas dénoncé ces pratiques violentes, ou ont cherché à détourner ou freiner les lois internationales. Il faut attendre la fin de la Guerre froide pour que se fasse un retour critique sur les crimes de guerre de la *Wehrmacht* et sur la torture en Algérie... Dans l'un et l'autre pays il y a bien usages des mémoires!

Les actes paraîtront en 2004. ●

Cécile Vast

Ce texte est la version courte d'un compte rendu plus développé qu'il est possible de consulter sur le site Internet de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org, à la rubrique «Actualités»).

- (1) Le secrétariat scientifique a été assuré par Elizabeth Pastwa, conservateur du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon.
- (2) Cf. sous la direction d'Henri Rouso, *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, éd. Complexe IHTP-CNRS, 1999, 387 pages. Pour Henri Rouso trois critères entrent en jeu dans cette démarche comparative: la nature du régime, l'ampleur de la répression et des violences politiques, et la «réponse sociale» (p. 31).
- (3) Peut-être est-il nécessaire de le rappeler, définir la résistance ne revient pas à dénombrer les résistants selon des critères administratifs définis après la guerre (cartes de volontaires pour la France et pour l'Italie).

VIENT DE PARAÎTRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informé les abonnés de la «Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre. La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

Histoire, critique et responsabilité.

François Bédarida.
Éd. Complexe, 358 p., 21.90 €.

Les résistants. L'histoire de ceux qui refusèrent.

Sous La direction de Robert Belot.
Larousse, 312 p., 42 €.

Aux portes de l'Ombre (récit).

Docteur Jean Boyer.
Éd. L'Étoile du Sud (tél./fax : 04 93 12 08 75), 360 p., 24 €.

De la Résistance à la Cinquième République : Inventaire des papiers du général de Gaulle, 1940-1958.

Brigitte Blanc, Agnès Callu, Geneviève Gille, Claude Jullien et Sophie Malavieille.
Centre historique des Archives nationales, 505 p.

Hommes et femmes dans la France en guerre (1914-1945).

Luc Capdevilla, François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman.
Payot, 362 p., 22.50 €.

Les Français parlent aux Français.

Les amis de radio Londres.
Association Pierre Bourdan-Maurice Schumann.
Compte d'auteur, 43 p.
Pour se procurer ce livre, s'adresser à l'association Les amis de radio Londres, 23, rue de Chambéry 75 015 Paris.

Résistance. 1940-1944. Témoignages, dossiers, chronologie. Édition Corse.

Édition LBM
(tél. : 01 48 01 99 16), 274 p., 29 €.

La Photo reprise.

André Duprat. Photographies de Florence Mouraux.
Océanes (tél. : 05 46 47 90 13), 54 p., 10.67 €.

Chantons sous l'occupation (rééd.).

André Halimi.
L'Harmattan, 346 p., 27.45 €.

Agent number one. Réseau Mithridate. 1940-1945

Rogatien Gautier et Jacqueline Fournier.
France Empire, 322 p., 20 €.

Le journal officiel de la France Libre. Le bulletin officiel des forces françaises libres du 15 août 1940. Le journal officiel de la France libre du 20 janvier 1941 au 16 septembre 1943.

Les éditions des Journaux officiels (tél. : 01 40 58 79 79), 230 p., 12.96 €.

Le journal officiel de la République française. Édition d'Alger de juin 1943 à août 1944.

Les éditions des Journaux officiels, 1 266 p., 28.20 €.

Les débats de l'Assemblée consultative provisoire. Alger, 3 novembre 1943-25 juillet 1944. Journal officiel de la République française.

Les éditions des Journaux officiels, 576 p., 25 €.

Les assistantes sociales dans la tourmente 1939-1946.

Cyril Le Tallec.
L'Harmattan, 218 p., 18 €.

Paroles et musique. Les chansons et la deuxième guerre mondiale.

Dossier documentaire réalisé par Thierry Barthoulot, professeur détaché.
Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, 115 fiches, 10 € franco de port.

Destiné aux enseignants et aux élèves qui travaillent sur la Seconde Guerre mondiale, ce dossier est une sélection de documents établie à partir des fonds du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. Pour guider les élèves dans leur travail ce dossier comporte trois types d'information : des documents

d'époque, des extraits de publications d'historiens traitant du thème et une bibliographie. Grâce aux documents-sources que contient ce dossier les élèves peuvent entreprendre des recherches et sont confrontés au travail de l'historien. Ainsi, les extraits des travaux universitaires peuvent les aider à définir un sujet et une problématique tandis que la bibliographie leur offre des pistes pour un complément d'information ou un éventuel approfondissement des recherches. Pour commander ce dossier, adressez votre chèque de règlement (libellé à l'ordre des «Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation») au Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, La Citadelle 25 000 Besançon.

Guerres, paix et sociétés : 1911-1946.

Sous la direction d'Antoine Prost.
Éd. de l'atelier, 272 p., 23 €.

De l'Oubanghi à La Rochelle. Ou le parcours d'un bataillon de marche. 18 juin 1940-18 juin 1945 (récit).

Pierre Sammy Mackfoy.
L'Harmattan, 237 p., 19.80 €.

Espionnage militaire en Corse occupée : la mission SR «Pearl Harbour».

Service départemental de l'Office national des anciens combattants de Corse du Sud.
Pour se procurer cet opuscule, édité dans le cadre du 60^e anniversaire de la Libération de la Corse, contacter le service départemental de l'ONAC Corse du Sud (1, boulevard Sampiéro BP 271 20 180 Ajaccio cedex 1, tél. : 04 95 21 42 81)

Charlotte Delbo : une voix singulière. Mémoire, témoignage et littérature.

Nicole Thatcher.
Préface de François Bott.
L'Harmattan, 301 p., 24.40 €.

A LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

Vichy, les Juifs et les Justes. L'exemple du Tarn.

Sous la direction de Jacques Fijalkow
Toulouse, Privat, 2003, 304 p., 25 €.

Alors qu'ont paru récemment deux ouvrages consacrés l'un à la résistance dite de «sauvetage», par une recension biographique des «Justes» de France⁽¹⁾, l'autre à l'Organisation juive de combat⁽²⁾, les éditions toulousaines Privat publient les actes d'un colloque qui s'est tenu en septembre 2001 à Lacaune dans le Tarn, et dont la thématique d'ensemble portait sur «Vichy, les Juifs et les Justes» à travers l'exemple du département du Tarn.

Dans l'introduction à l'ouvrage Chantal Bordes-Benayoun et Patrick Cabanel reviennent sur l'histoire des divers refuges des Juifs en France pendant la Seconde Guerre mondiale et sur son historiographie ; il s'agit ici de faire le point sur les travaux engagés depuis une quinzaine d'années par le Centre interdisciplinaire de recherche et d'études sur les Juifs (CIREJ) de l'université de Toulouse-le-Mirail. Ces études, sous la forme de monographies locales, s'intéressent en particulier aux phénomènes de persécution et à leur écho dans les populations et les milieux du Sud et du Sud-Ouest, aux relations et aux représentations réciproques entre Juifs et non-Juifs, aux formes de protection et de refuge qui ont permis à des Juifs d'échapper aux persécutions et à la déportation, ainsi qu'à la Résistance juive, à ses valeurs et motivations, à ses formes d'action et à son évolution.

Le choix pour ce colloque de la petite ville isolée de Lacaune, située à 850 m d'altitude, s'explique par le fait que Vichy l'ait désignée comme un lieu d'assignation à résidence de Juifs que le gouvernement voulait éloigner du reste de la population. L'assignation à résidence, peu étudiée jusqu'à présent, comme le montre l'étude de Sandra Marc (p. 49), est une mesure prise par Vichy qui s'inscrit dans le cadre

Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site

[www.fondation
resistance.org](http://www.fondationresistance.org)

à la rubrique
« Nous avons lu »

général de la politique d'exclusion et de persécution des Juifs, essentiellement étrangers dans le cas présent. L'assignation à résidence visait, selon les autorités de Vichy, les personnes ayant suffisamment de ressources pour se loger ; en réalité, cette mesure lui permettait surtout d'éviter les dépenses qu'entraînait la gestion des camps d'internement. Ainsi à partir de janvier 1942, 400 personnes qui habitaient originellement à Toulouse ou le long de la frontière espagnole, ont été regroupées à Lacau, retenue pour son isolement géographique autant que pour ses capacités d'hébergement. Dans son article, Sandra Marc analyse l'événement provoqué par l'arrivée de ces Juifs — événement que les Lacauais appellent le « temps des Juifs » —, les réactions et les types de relations qu'il a suscitées ; la proximité de la vie quotidienne, la nécessité d'échanges, ont peu à peu créé des liens étroits et une réciprocité. Aussi la rafle du 26 août a-t-elle été vécue dans toute sa violence par la population non-juive, provoquant le choc dans un premier temps, puis rapidement

Les prix décernés en 2003

- **Le Prix Marcel Paul** organisé par la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) a été attribué à deux étudiants de maîtrise :
 - Alexandre Doulut pour son mémoire : *La spoliation des biens juifs en Lot et Garonne* sous la direction d'Annie Lacroix-Riz, de l'université de Paris VII Jussieu.
 - Philippe Pawlak qui, sous la direction de Françoise Thébaud de l'université d'Avignon et des pays du Vaucluse, a travaillé sur *Le retour des « absents » : Marseille, 1945*.
- **Le Prix Littéraire de la Résistance** décerné par le Comité d'Action de la Résistance (CAR) a été attribué à :
 - Henri de Moustier pour *1940, l'armistice-traison. Le courage politique de Léonel de Moustier* (éd. Cêtre).
 - Danièle Lheureux pour *La Résistance « Action-Buckmaster »*. Sylvestre Farmer (éd. du Geai bleu).
- **Le Prix Philippe Viannay** a été remis par l'association Défense de la France au souvenir de Jean Cavallès.
- **Le prix Guillaume Fichet-Octave Simon**

Ce prix, placé sous le patronage du Haut conseil culturel franco-allemand, est destiné à inciter à la recherche sur les résistances française et allemande et sur les conséquences politiques et culturelles dans les années 1933-1963. Il a été remis pour la première fois à Bernhard Strebel pour sa thèse de doctorat soutenue à l'université de Hanovre : *Das KZ Ravensbrück, ein Lagerkomplex* (éd. Schöningh). Ce livre sur le camp de concentration nazi de Ravensbrück de 1939 à 1945 sera prochainement traduit et publié aux éditions Fayard.
- **Le prix « Cyrano de Bergerac 2003 »** a été attribué à François Bertrand pour *Un convoi d'extermination Buchenwald-Dachau. 7 au 28 avril 1945* (éd. Art'Cool) à l'occasion du 6^e salon du livre militaire de Bergerac.

il replace le sort des Juifs dans la hiérarchie des préoccupations des Français entre 1940 et 1942 ; les discriminations contre les Juifs sont un « événement qui ne fait pas événement » (p. 24) pour le reste de la population française, choquée surtout par le poids de la défaite et de l'occupation allemande. En 1942, à l'été et à l'automne en particulier, les esprits changent ; les rafles, leur violence, et le sort réservé aux enfants, entraînent, dans un ensemble de ruptures avec Vichy, réprobation et parfois solidarité.

Renée Poznanski s'interroge sur la « dichotomie » entre l'antisémitisme « abstrait » de la société française des années 30 et 40, et le sauvetage, et revient sur « l'indifférence » face aux persécutions : « C'est en définitive sur les contours, les préoccupations et les limites de cette indifférence qu'il convient de s'interroger » (p. 30). Puisant dans des archives multiples et les croisant : journaux personnels de militants juifs, correspondance et circulaires des organisations juives, rapports des renseignements généraux et des préfetures, enquêtes d'opinion d'agents du Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) à Londres, elle analyse les

perceptions par l'opinion parisienne de la persécution des Juifs. L'absence de réprobation publique ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu, avant les rafles de 1942, des actes de solidarités, personnelles le plus souvent. Les relations d'avant-guerre et la « normalité de la vie quotidienne » (p. 41) se sont poursuivies. À partir des rafles, la politique antisémite est directement associée à l'Occupation allemande ; le rejet est plus marqué et les solidarités se développent (administratives, confessionnelles).

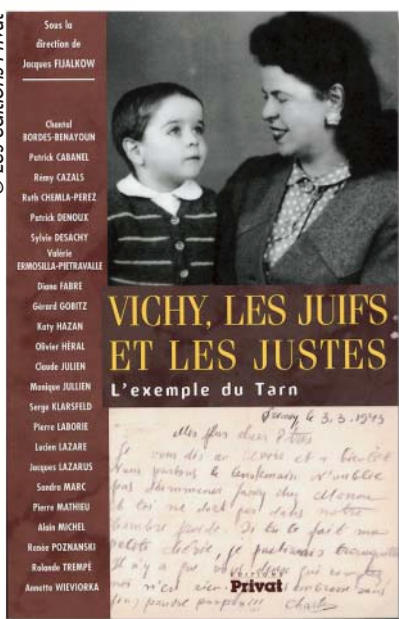
Quant à la Résistance juive (c'est-à-dire en tant que juive, et non la participation des Juifs à la Résistance), Valérie Ermosilla-Pietravallo montre que ses actions combinent le sauvetage, qui a été dans un premier temps l'activité principale, avec la participation à la lutte armée à partir de 1943-1944. Affichant une forte identité juive, cette résistance a toujours marqué son attachement à la France et son patriotisme. Ainsi, dans le Tarn, les Éclaireurs Israélites (EIF), reconnus officiellement par Vichy, créent des camps, dont l'activité s'oriente rapidement vers le sauvetage des Juifs persécutés. Définitivement clandestins à partir de 1943, les EIF intègrent le maquis de Vabre puis participent au Corps franc de la Libération du Tarn.

Enfin, Patrick Cabanel, en se basant sur la liste des « Justes » établie par Yad Vashem, dont il précise qu'elle n'est pas représentative de la réalité sociologique du sau-

vetage, puisque établie à partir de témoignages de survivants des persécutions, compare les motivations des catholiques et des protestants. Chez les catholiques, les « Justes » sont davantage des clercs que des laïcs, et ils agissent par compassion et charité chrétienne. Pour les protestants, l'action des pasteurs entraîne celle des paroissiens, paysans, fonctionnaires, commerçants, et de nombreuses femmes participent au sauvetage. Appelant à une étude sociologique plus large, qui dépasserait la liste élaborée par le mémorial israélien, il explique la réaction des protestants par la mémoire huguenote et l'expérience « judaïsante » depuis le XVII^e siècle.

Si cet ouvrage s'intéresse avant tout aux relations entre Juifs et non-Juifs, peut-être conviendrait-il de replacer ces actes de solidarité (et ses motivations religieuses ou culturelles) dans l'ensemble plus large des solidarités de la guerre, en particulier au moment où l'instauration du STO place le monde rural (dont la population du Tarn fait partie) devant la nécessité d'aider les réfractaires. ●

Cécile Vast



l'aide et la cache dans la campagne environnante. Si la proximité, la quotidienneté, l'habitude des relations entre Juifs et non-Juifs ont entraîné des réactions (et des actions) de sympathie et de solidarité à Lacau, en 1942, Pierre Laborie revient sur le silence des années 1940-1942 face aux mesures antisémites. Rappelant que les expériences sont vécues différemment selon les lieux, les temporalités, les moments, les milieux,

- (1) Cf. *Dictionnaire des Justes de France*, sous la direction de Lucien Lazare, Fayard, 2003.
- (2) *L'organisation juive de combat. Résistance/sauvetage. France 1940-1945*, éd. Autrement, 2003, préface de Jean Mattéoli.

CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTOGRAPHIE d'un lieu de mémoire

Les Fondations « de la Résistance », « pour la Mémoire de la Déportation » et « Charles de Gaulle » avaient lancé la cinquième session du concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire après les résultats du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2002-2003 dont le thème était : « Les jeunes dans la Résistance ». Les candidats étaient invités à adresser leurs travaux photographiques avant le 14 juillet 2003. Cette année, 46 photographies de grande qualité artistique présentées par 33 candidats⁽¹⁾ ont été soumises au jury de ce concours réuni le lundi 27 octobre 2003.

Le jury présidé par M. Alain Plantey, ambassadeur, membre de l'Institut de France, conseiller d'État honoraire, membre du conseil d'administration de la Fondation Charles de Gaulle était composé de :

- M^{me} Christine Levisse-Touzé, directeur du Mémorial du Maréchal Leclerc et de la Libération de Paris – Musée Jean Moulin (ville de Paris);
- M. François Archambault, président de l'association « Mémoire et Espoirs de la Résistance », secrétaire général de la Fondation de la Résistance;
- M. Yves Lescure, directeur général de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation;

- M. Frantz Malassis, responsable archives et documentation à la Fondation de la Résistance;
- M. Jacques Moalic, résistant-déporté;
- M. Jacques Ostier, conseiller en illustration à qui l'on doit notamment l'illustration des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle chez Plon;
- M. Dany Tétot, président de l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

Aux termes d'un examen minutieux des réalisations par les membres du jury, M. Alain Plantey, a proclamé le palmarès du concours 2002-2003 tout en soulignant que la qualité des œuvres reçues ne peut qu'inciter à promouvoir ce concours qui permet aux élèves d'exprimer leur sensibilité au travers de la technique photographique en prolongement de leur participation au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Vous pouvez retrouver le règlement de ce concours ainsi que les photographies primées accompagnées du texte intégral de présentation des candidats sur les sites de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.org), de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (www.fmd.assoc.fr) et de la Fondation Charles de Gaulle (www.charles-de-gaulle.org). ●



Le premier prix a été décerné à **Julia ALMANDOZ**, élève de première Bac professionnel secrétariat du lycée professionnel de Hendaye (Pyrénées Atlantiques), pour sa photographie, prise à la gare d'Hendaye-ville, intitulée « *Le bon sens de l'Histoire ?* ». Voici un extrait du texte traduisant son émotion : « [...] Hendaye est une ville frontalière entre la France et l'Espagne [...] et malgré l'intense surveillance germano-espagnole, quelques personnes parviennent à gagner l'Espagne. J'ai souhaité évoquer ces trop rares et périlleuses fuites le long des voies de chemin de fer, lesquelles sont à double sens. Mais quel sens est le bon ? D'un côté, le wagon se dirige vers les camps allemands alors que de l'autre, le fuyard peut atteindre une Espagne où la *Guardia Civil* de Franco risque de l'attraper et de le remettre aux Allemands. [...] Dans quel sens va tourner, pour lui, la roue de la fortune située au premier plan ? [...] »

(1) Ce concours a concerné 8 lycéens et 25 collégiens soit : 24 filles et 9 garçons.

Les départements d'origine des travaux sont : le Cher, la Corse du sud, les Pyrénées Atlantiques, le Haut Rhin, la Haute-Saône, la Savoie, la Haute-Savoie, la Seine Maritime et le Vaucluse.



Le deuxième prix a été attribué à **Emmanuelle BOYER**, élève de troisième au collège Laetitia Bonaparte d'Ajaccio (Corse du Sud), pour son cliché « *L'oubli* » représentant les stèles de trois jeunes résistants du maquis de Lévie (Corse du Sud) Cette candidate l'avait accompagné des réflexions que lui inspira ce lieu :

« [...] La présence de deux plaques au bord de la route conduisant à Carbini a attiré notre attention et nous a conduit à prendre cette photographie symptomatique d'une certaine forme « d'oubli ».

Ce sont les stèles de « Jeannot » Pandolfi résistant âgé de 17 ans qui meurt [...] alors qu'il apportait un pli aux patriotes engagés dans des combats contre une colonne allemande (septembre 1943). Et de deux autres résistants, Nicolas Sergent âgé de 23 ans et François Cucchi âgé de 22 ans. Ce qui nous a choqué, c'est l'état de délabrement de ces monuments funéraires censés rendre hommage aux combattants morts pour défendre la liberté. »

Le troisième prix est revenu à **Mylène PICKAERTS**, élève de première Bac professionnel secrétariat du lycée professionnel de Hendaye (Pyrénées Atlantiques), pour sa composition, réalisée à la gare d'Hendaye-ville, dénommée « *De mains... sans demains* ». Un commentaire expliquant sa démarche était joint :

« Au départ, juste deux mains pour symboliser la rencontre dans la gare d'Hendaye du « Führer et du Caudillo », deux mains dans une gare qui poussent le wagon vers une destination finale : les camps. Et puis brusquement l'envie de mettre d'autres mains, celles de prisonniers, des condamnés à mort; des mains qui s'appuient pour monter, des mains posées sur le métal froid et noir pour ne pas monter, ne pas être écrasées, des mains ouvertes qui supplient, qui s'envolent comme autant de papillons, de fleurs des champs, comme autant d'empreintes de ces âmes volées qui resteraient, indélébiles, gravées sur les wagons [...] »



Deux mentions spéciales du Jury ont été décernées à :

- **Laura TRUFFAUT** pour « *Le Serment de Mémoire. Les jeunes jurent de ne jamais oublier* ».



- **Marine BOUCHIER**, élève de première au lycée Guillaume Fichet à Bonneville (Haute Savoie) pour son cliché « *Cimetière* » pris au cimetière de Morette, situé près de Thônes (Haute-Savoie) où reposent 105 maquisards, la plupart venant des Glières.

« [...] Cette photographie illustre notre désir de [...] ne jamais oublier les crimes contre l'humanité. Elle a été prise [...] au camp de Drancy. [...] Cette visite m'a profondément ému car il me semblait impossible que l'on puisse dissimuler un tel lieu de souffrance de la folie nazie dans la banlieue parisienne alors que des milliers de personnes continuaient à vivre normalement à côté. [...] J'ai voulu faire une photographie évoquant les liens entre le passé et le présent : les mains des jeunes d'aujourd'hui touchent le passé si loin et si proche en même temps et forgent ainsi des liens inter générations indestructibles. [...] »